

posés en liaison avec le problème politique essentiel de la lutte contre la bureaucratie. Nous pensons que même si de tels comités ne peuvent vivre d'une manière permanente jusqu'à la révolution, les exigences de la lutte antibureaucratique à notre époque posent d'une manière permanente les conditions de leur formation. Nous pensons aussi que la prise de conscience antibureaucratique, manifestée par de tels comités, est la condition même de la révolution, autrement dit que la révolution ne saurait avoir lieu si ne se manifestait dans le prolétariat, d'une manière sensible et objective, la tendance à la lutte, non contre les staliniens en tant qu'« artisans d'une mauvaise politique », mais contre la bureaucratie en tant que telle, sous toutes ses formes.

Si pendant toute une phase de son histoire la dualité parti-syndicat fut la déterminante du mouvement ouvrier, c'est vers une dualité du type parti-comité de lutte, que celui-ci s'achemine; et cette évolution implique un mûrissement du prolétariat, une politisation accrue dans tous les domaines de lutte et d'organisation, un lien beaucoup plus étroit entre le parti et les organisations de la classe; une telle évolution implique, en outre, que la formation des Soviets ne pourrait se situer qu'à un niveau plus élevé qu'en 1917-1923, les organismes ouvriers autonomes préfigurant les Soviets et posant les problèmes du pouvoir ouvrier d'une manière embryonnaire au sein même de la société bourgeoise. On ne peut donc poser le rôle du parti révolutionnaire sans mettre en regard les organes autonomes de la classe. Mais on ne peut faire l'inverse et supprimer le parti ou le limiter dans ses tâches. D'une part, comme on l'a déjà dit, le parti a un caractère permanent, alors que ces organes peuvent naître et disparaître, d'autre part, ces organes, par eux-mêmes, n'ont pas un programme politique complet et une conception historique des problèmes. Ils expriment d'une manière extrêmement profonde la tendance du prolétariat à l'autonomie, mais on ne peut dire qu'ils ont déjà conquis une véritable autonomie dans la mesure où ils ne possèdent pas le programme de la révolution, dans la mesure, au contraire, où ils restent le terrain de lutte d'idéologies hostiles au prolétariat. C'est dans la manière dont le parti traite les organes autonomes de la classe que se révélera sa véritable nature et sa capacité de résoudre le problème bureaucratique. Dans la mesure où les organes autonomes font partie de sa perspective, il est clair que le parti ne peut s'opposer à eux et tenter de les réduire à son profit en se niant lui-même. Le parti cherche à susciter de tels organes, il voit en eux des embryons de Soviets; son but est de faire tout pour qu'ils s'étendent, prennent conscience de leur rôle et se transforment en comités d'usine. Il y a donc aucun sens à ce qu'il veuille les annexer artificiellement ou les incorporer.

Pour le parti, défendre son programme dans de tels comités et leur faire développer leur autonomie est une seule et même chose et non deux mouvements qui se contredisent. Sur cet exemple se dévoile le fait que la lutte antibureaucratique est essentiellement programmatique. C'est en concrétisant le programme dans les formes d'action qu'on peut lutter contre la bureaucratie, non en cherchant des statuts miraculeux qui donneront une garantie contre la dégénérescence.

Il est certain qu'on ne lutte pas contre la bureaucratie comme on lutte contre la bourgeoisie, sous prétexte que ces deux formes sociales ont une existence objective réalisée dans l'économie. La bureaucratie est, dans une certaine mesure, la force d'encadrement du travail, elle est beaucoup plus liée au prolétariat; elle s'est détachée de lui au cours même de son évolution; c'est-à-dire que la lutte contre elle implique pour le prolétariat un approfondissement de son programme et un progrès dans ses formes d'organisation et de lutte. Mais c'est du programme que doivent découler les conséquences valables pour la lutte et l'organisation. Ce n'est pas des solutions statutaires tels que le rejet du centralisme démocratique, qui peuvent donner une solution au problème.

A la suite de la discussion, l'ensemble des camarades ont accepté la résolution d'orientation sur le problème du Parti qui leur était proposée — à l'exception des trois camarades qui avaient défendu le point de vue opposé. Nous publions plus bas cette résolution sous la forme définitive

qui lui a été donnée par le comité responsable du groupe. Nous publions également la résolution statutaire qui fut adoptée par la suite.

Différents camarades ont enfin souligné l'importance de la discussion qui avait eu lieu et de l'adoption de la nouvelle orientation, remarquant qu'aucun travail systématique ne pouvait être accompli, tant que le groupe n'avait pas pris clairement position sur la nécessité de préparer la construction d'un parti révolutionnaire, et qu'il s'agissait maintenant de traduire concrètement cette position dans l'activité du groupe.

LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

(RESOLUTION)

1. La crise actuelle du groupe n'est que l'expression plus aiguë de la crise permanente qu'il traverse depuis qu'il s'est constitué, et qui a pris une forme plus violente chaque fois que des problèmes concernant ses rapports avec l'extérieur se sont posés (sortie du P.C.I., première discussion sur le caractère de la revue en automne 1948, contenu de la revue lors de la rédaction du n° 1). A chaque fois, on a pu retrouver à la racine des divergences le manque de clarification sur les questions du parti révolutionnaire et de notre orientation stratégique et tactique.

2. La solution de ces problèmes aussi bien du point de vue théorique général que du point de vue de notre orientation est devenue une question vitale pour le groupe. L'attitude consistant à repousser la discussion et la prise de position sur ces problèmes, sous prétexte que la situation historique ou nos forces subjectives ne nous permettent pas d'y répondre maintenant, si elle l'emportait encore une fois, équivaldrait à la dislocation du groupe. Il est apparu qu'il nous est dès maintenant impossible de fonctionner collectivement sans savoir exactement quel genre d'activité est le nôtre, dans quel cadre historique d'une part, immédiat d'autre part, s'inscrit cette activité, quelle est notre liaison avec la classe ouvrière et la lutte que, même sous les formes les plus estropiées, celle-ci mène constamment, quel est enfin notre statut organisationnel et les principes sur lesquels il se base. La parution de la revue, en nous faisant prendre des responsabilités publiques, nous impose de répondre à ces questions concrètement et immédiatement.

3. Il est indéniable que le groupe se trouve actuellement devant un tournant de son existence, et qu'il doit répondre au dilemme radical devant lequel il est placé.

Ce dilemme est défini par l'ambiguïté objective aussi bien du groupe dans son état actuel que du premier numéro de la revue. Le groupe peut former le point de départ aussi bien pour la formation d'une organisation prolétarienne révolutionnaire, que d'un amas d'individus servant de Comité de rédaction à une revue plus ou moins académique.

Ceci signifie que le groupe n'a pas réussi à donner à son travail un caractère politique incontestable. Pour le faire, il aurait fallu d'abord et avant tout qu'il se considère lui-même comme une organisation politique. Ceci impliquerait des conclusions théoriques, programmatiques et organisationnelles qui n'ont pas été tirées ou appliquées jusqu'ici. Or, actuellement ce caractère politique du groupe est objectivement contesté, par la mise en question de l'idée de la discipline dans l'action, de la nécessité d'une direction effective du groupe, de la liaison entre le programme de la révolution et ses formes d'organisation. Ces conceptions, si elles étaient adoptées, enlèveraient définitivement au groupe toute possibilité de devenir un noyau d'une organisation politique révolutionnaire.

4. Si ces conceptions, équivalant objectivement à la dénégation du caract-

rière politique du groupe, prévalaient, le groupe sera conduit inévitablement à sa désintégration. Ceci parce que ces positions sont en contradiction avec elles-mêmes et qu'elles ne peuvent servir de base et de critère à aucune activité autre que la « confrontation ». Il est évident que les camarades qui appartiennent au groupe (y compris les camarades qui ont formulé les conceptions critiquées ici) y sont venus pour exercer une activité politique, et que le groupe ne pourra jamais recruter que sur des bases et pour des buts politiques. La seule solution de la crise est la politisation du groupe et de son travail.

5. Politique est l'activité cohérente et organisée visant à s'emparer du pouvoir étatique, pour appliquer un programme déterminé. N'est politique ni la rédaction de livres, ni la publication de revues, ni la propagande, ni l'agitation, ni la lutte sur les barricades, qui sont uniquement des **moyens** qui peuvent jouer un rôle politique énorme, mais qui ne deviennent des moyens politiques que dans la mesure où ils sont consciemment et explicitement liés au but final qui est la disposition du pouvoir étatique en vue de l'application d'un programme déterminé. La forme aussi bien que le contenu de l'activité politique varient évidemment selon l'époque historique dans laquelle celle-ci se place et la classe sociale dont elle exprime les intérêts. Ainsi la politique prolétarienne est l'activité qui coordonne et dirige les efforts de la classe ouvrière pour détruire l'Etat capitaliste, installer à sa place le pouvoir des masses armées et réaliser la transformation socialiste de la société. Cette politique est l'antithèse exacte de toutes celles qui l'ont précédée, sur tous les points **sauf un** : elle a comme objectif central, comme point autour duquel elle tourne — précisément pour l'abolir — l'Etat et le pouvoir.

6. Dans la mesure où l'on admet que l'activité politique révolutionnaire est dans la période actuelle la forme suprême de la lutte de l'humanité pour son émancipation on reconnaît par là-même que la première tâche qui s'impose à tous ceux qui ont pris conscience de la nécessité de la révolution socialiste, est de se grouper pour préparer collectivement cette révolution. De là découlent inévitablement les traits fondamentaux, de toute action politique collective permanente, à savoir : la base de la cohérence de toute action collective, c'est-à-dire un programme historique et immédiat, un statut de fonctionnement, une action constante vers l'extérieur.

C'est à partir de ces traits que l'on peut définir le parti révolutionnaire. Le parti révolutionnaire est l'organisme collectif, fonctionnant selon un statut déterminé et sur la base d'un programme historique et immédiat qui tend à coordonner et diriger les efforts de la classe ouvrière, pour détruire l'Etat capitaliste, installer à sa place le pouvoir des masses armées et réaliser la transformation socialiste de la société.

7. La nécessité du parti révolutionnaire découle simplement du fait qu'il n'existe pas d'autre organisme de la classe capable d'accomplir ces tâches de coordination et de direction d'une manière permanente avant la révolution, et qu'il est impossible qu'il en existe. Les tâches de coordination et de direction de la lutte révolutionnaire sur tous les plans sont des tâches permanentes, universelles et immédiates. Des organismes capables de remplir ces tâches, embrassant la majorité de la classe ou reconnus par celle-ci et créés sur la base des usines n'apparaissent qu'au moment de la révolution. Encore ces organismes (organes de type soviétique) ne s'élèvent à la hauteur des tâches historiques qu'en fonction de l'action constante du parti pendant la période révolutionnaire. D'autres organismes, créés sur la base des usines et ne groupant que des éléments d'avant-garde (Comités de lutte), dans la mesure où ils envisageront la réalisation de ces tâches d'une manière permanente et à l'échelle nationale et internationale, seront des organismes du type du parti. Mais nous avons déjà expliqué que les Comités de lutte, par le fait qu'ils n'ont pas des frontières strictes et un programme clairement défini, sont des embryons d'organismes soviétiques et non pas des embryons d'organismes du type parti.

8. La valeur énorme des Comités de lutte, dans la période à venir, ne vient pas du fait qu'ils remplaceraient le parti révolutionnaire — ce qu'ils ne peuvent ni ne doivent faire — mais qu'ils représentent la forme perma-

nente de regroupement des ouvriers qui prennent conscience du caractère et du rôle de la bureaucratie. Forme permanente, non pas dans le sens qu'un Comité de lutte, une fois créé, persistera jusqu'à la révolution, mais que chaque fois que des ouvriers voudront se grouper sur des positions antibureaucratiques, ils ne pourront le faire que sous la forme du Comité de lutte. En effet, les problèmes permanents que pose la lutte des classes sous ses formes les plus immédiates et les plus quotidiennes rendent indispensable une organisation des ouvriers, de la nécessité de laquelle ceux-ci ont une cruelle conscience. Le fait, d'autre part, que l'organisation classique des masses créée pour répondre à ces problèmes, le syndicat, est devenu et ne peut qu'être de plus en plus l'instrument de la bureaucratie et du capitalisme étatique obligera les ouvriers à s'organiser indépendamment de la bureaucratie et de la forme syndicale elle-même. Les Comités de lutte ont tracé la forme de cette organisation de l'avant-garde.

Si les Comités de lutte ne résolvent pas la question de la direction révolutionnaire, du parti, ils sont cependant le matériel de base pour la construction du parti dans la période actuelle. En effet, non seulement ils peuvent être pour le parti un milieu vital pour son développement, aussi bien du point de vue des possibilités de recrutement que de l'audience qu'ils offrent à son idéologie; non seulement les expériences de leur combat sont un matériel indispensable pour l'élaboration et la concrétisation du programme révolutionnaire; mais ils seront les manifestations essentielles de la présence historique de la classe même dans une période où toute perspective immédiate positive fait défaut, comme la période actuelle. A travers eux la classe lancera des assauts partiels, mais extrêmement importants contre la dalle bureaucratique et capitaliste, assauts qui seront indispensables pour qu'elle garde la conscience de ses possibilités d'action.

Inversement, l'existence et l'activité du parti est une condition indispensable de la propagation, de la généralisation et de l'achèvement de l'expérience des Comités de lutte, car seul le parti peut élaborer et propager les conclusions de leur action.

9. Le fait que la classe ne peut pas créer avant la révolution, pour l'accomplissement de ses tâches historiques, un autre organisme, que le parti, non seulement n'est pas le produit du hasard, mais répond à des traits profonds de la situation sociale et historique du capitalisme décadent. La classe, sous le régime de l'exploitation, est déterminée dans sa conscience concrète par une série de facteurs puissants (les fluctuations temporelles, les diversités corporatives, locales et nationales, la stratification économique) qui font que dans son existence réelle son unité sociale et historique est voilée par un ensemble de déterminations particulières. D'autre part, l'aliénation qu'elle subit dans le régime capitaliste lui rend impossible de s'attaquer immédiatement à la réalisation des tâches infinies que rend nécessaires la préparation de la révolution. Ce n'est qu'au moment de la révolution que la classe dépasse son aliénation et affirme concrètement son unité historique et sociale. Avant la révolution il n'y a qu'un organisme strictement sélectif et bâti sur une idéologie et un programme clairement définis, qui puisse défendre le programme de la révolution dans son ensemble et envisager collectivement la préparation de la révolution.

10. La nécessité du Parti Révolutionnaire ne cesse pas avec l'apparition d'organismes autonomes des masses (organismes soviétiques). Aussi bien l'expérience du passé que l'analyse des conditions actuelles montrent que ces organismes n'ont été et ne seront, au départ, que formellement autonomes et en fait dominés ou influencés par des idéologies et des courants politiques historiquement hostiles au pouvoir prolétarien. Ces organismes ne deviennent effectivement autonomes qu'à partir du moment où leur majorité adopte et assimile le programme révolutionnaire, que jusque là le parti est seul à défendre sans compromission. Mais cette adoption ne s'est jamais faite et ne se fera jamais automatiquement; la lutte constante de l'avant-garde de la classe, contre les courants hostiles, en est une condition indispensable. Cette lutte exige une coordination et une organisation d'autant plus poussées que la situation sociale est plus critique, et le parti est le seul cadre possible de cette coordination et organisation.

11. La nécessité du parti révolutionnaire ne s'abolit qu'avec la victoire mondiale de la révolution. Ce n'est que lorsque le programme révolutionnaire et le socialisme ont conquis la majorité du prolétariat mondial qu'un organisme de défense de ce programme, autre que l'organisation de cette majorité de la classe mondiale elle-même, devient superflu, et que le parti peut réaliser sa propre suppression.

12. La critique que nous faisons de la conception de Lénine sur « l'introduction du dehors de la conscience politique dans le prolétariat par le Parti », n'entraîne nullement pour nous l'abandon de l'idée du parti. Cet abandon est également étranger à la position de Rosa Luxembourg que l'on invoque pourtant si souvent. Voilà comment Rosa s'exprimait sur la question: « ... La tâche de la social-démocratie ne consiste pas seulement dans la préparation technique et dans la conduite de ces grèves mais — et surtout — dans la direction politique du mouvement entier. La social-démocratie est l'avant-garde du prolétariat la plus éclairée, celle qui possède le plus la conscience de classe. Elle ne doit ni ne peut attendre avec fatalisme et les mains croisées, l'apparition de la « situation révolutionnaire », attendre jusqu'à ce que le mouvement spontané du peuple puisse descendre du ciel. Au contraire, dans ce cas comme dans les autres, elle doit rester à la tête du développement des choses et tâcher d'accélérer ce développement. » En fait, la conception de la spontanéité qui sous-tend fréquemment, aujourd'hui, les critiques de l'idée de parti est beaucoup plus la conception anarcho-syndicaliste que la conception de Rosa.

13. L'analyse historique montre que dans le développement de la classe les courants politiques organisés ont toujours joué un rôle prépondérant et indispensable. Dans tous les moments décisifs de l'histoire du mouvement ouvrier la progression s'est exprimée par le fait que la classe, sous la pression de conditions objectives, est arrivée au niveau de l'idéologie et du programme de la fraction politique la plus avancée, et soit s'est fondue avec celle-ci — comme dans la Commune — soit s'est rangée derrière elle — comme pendant la révolution russe. Ce ne sont sûrement pas ces fractions organisées qui ont fait « pénétrer » du dehors dans la classe le degré de conscience le plus élevé de l'époque — et ceci suffit pour réfuter la conception de Lénine; la classe y est arrivée par l'action des facteurs objectifs et par sa propre expérience. Mais sans l'action de ces fractions l'action n'aurait jamais été poussée aussi loin, elle n'aurait pas pris la forme qu'elle a prise.

Ce sont ces fractions politiques organisées qui ont permis à la fois la distinction d'étapes dans le mouvement ouvrier, la constitution du mouvement à chaque stade sur la base d'un programme exprimant clairement et universellement les besoins de l'époque, et l'objectivation de l'expérience prolétarienne (même lorsque celle-ci fut négative) au point qu'elle puisse former la base de départ pour le développement ultérieur.

On peut dire, sans hésiter, que toutes les fois où le mouvement n'a été que de la spontanéité pure, sans prépondérance d'une fraction politique organisée — qu'il s'agisse de juin 1848, de la Commune de Paris, de 1919 en Allemagne, de la Commune des Asturies en 1934 — il arriva chaque fois au même point: la démonstration de la révolte des ouvriers contre l'exploitation, de leur tendance vers une organisation communiste — et de leur défaite sur cette base, défaite qui exprimait le manque d'une conscience claire et cohérente des buts et des moyens.

L'opposition entre les conceptions également fausses de la « spontanéité pure » et de la « conscience inculquée du dehors » ne peut être résolue que si l'on comprend correctement, d'une part, les rapports entre la partie et le tout, la fraction de la classe et la classe dans son ensemble, d'autre part, entre le présent et l'avenir, l'avant-garde qui se groupe dès maintenant sur un programme révolutionnaire et commence immédiatement à préparer la révolution, et la masse qui n'entre en scène qu'au moment décisif.

14. Les conceptions qui, prenant prétexte de la possibilité de bureaucratisme nient la nécessité d'une organisation politique préalable à la révolution et accomplissant les fonctions de direction de la classe, font

preuve d'une méconnaissance complète des traits et des lois les plus profonds de la structure et du développement de la société moderne.

La rationalisation de la vie sociale, la transformation de tous les phénomènes historiques en phénomènes mondiaux, la concentration des forces productives et du pouvoir politique sont non seulement les traits dominants, mais les traits positifs de la société moderne. Non seulement la révolution prolétarienne serait impossible sans l'approfondissement constant de ces traits, mais le rôle de la révolution sera de pousser la réalisation de ces tendances au maximum.

L'accomplissement de cette tâche, la victoire de la révolution — mais déjà la simple lutte contre des adversaires archi-rationalisés, ultra-concentrés et exerçant un pouvoir mondial — imposent au prolétariat et à son avant-garde des tâches de rationalisation, de connaissance de la société actuelle dans toute son étendue, de comptabilisation et d'inventorisation, de concentration et d'organisation sans précédent. Le prolétariat ne pourra ni vaincre, ni même lutter sérieusement contre ses adversaires — adversaires qui disposent d'une organisation formidable, d'une connaissance complète de la réalité économique et sociale, de cadres éduqués, de toutes les richesses de la société, de la culture et la plupart du temps du prolétariat lui-même — que si lui dispose d'une connaissance, d'une organisation de contenu prolétarien, supérieures à celles de ses adversaires les mieux équipés sous ce rapport. De même que sur le plan économique, notre lutte contre la concentration capitaliste ne signifie pas le retour vers une multitude de « producteurs indépendants », comme le voulait Proudhon, mais le dernier pas dans la voie de cette concentration en même temps que la transformation radicale de son contenu — de même sur le plan politique notre lutte contre la concentration capitaliste ou bureaucratique ne signifie nullement un retour vers des formes plus fragmentées ou plus « spontanées » d'action politique, mais le pas ultime vers un pouvoir mondial, en même temps que la transformation totale du contenu de ce pouvoir.

Il ressort de l'évidence la plus élémentaire que la réalisation de pareilles tâches ne s'improvise pas. Une longue et minutieuse préparation est absolument indispensable. On ne peut pas imaginer que la solution de ces questions sera inventée à partir du néant par des organismes fragmentaires, souvent sans liaison entre eux et de toute façon extrêmement mobiles et variables aussi bien quant à leur contenu humain que quant à leur contenu politique et idéologique. Or, la question de la capacité du prolétariat à renverser la domination des exploités et à instaurer son pouvoir, mais déjà de lutter pour celui-ci n'est pas seulement la question de sa capacité physique, ni même de sa capacité politique, au sens général et abstrait, mais aussi de sa capacité sur le plan des moyens, de sa capacité organisationnelle, rationalisatrice et technique. Il est complètement absurde de penser que ces capacités lui sont automatiquement conférées par le régime capitaliste et qu'elles apparaîtront d'un coup de baguette le jour « J ». Le développement de ces capacités dépend dans une mesure décisive de la lutte permanente que les fractions les plus conscientes de la classe exploitée mènent déjà au sein du régime d'exploitation pour s'élever au niveau des tâches universelles de la révolution. Il n'y a, ni ici, ni nulle part ailleurs, d'automatisme dans l'histoire.

15. Mais l'acquisition de ces capacités universelles non seulement nécessite une longue préparation, mais elle ne concerne pas, elle ne peut pas étant donné les conditions sociales du régime de classe et le poids de l'aliénation, concerner la totalité indistincte de la classe, surtout elle ne peut pas concerner uniquement le prolétariat manuel. Il faut avoir clairement conscience — et propager cette conscience — du rôle énorme que les travailleurs intellectuels seront fatalement amenés à jouer dans la révolution socialiste et sa préparation. Si nous nous sommes strictement délimités de la conception du « Que Faire », selon laquelle il n'y a que les intellectuels qui peuvent et qui doivent faire pénétrer du dehors une conscience socialiste dans le prolétariat, il nous faut avec autant de force nous dresser contre ceux qui, aujourd'hui, veulent ériger une cloison — que la réalité économique a abolie depuis longtemps — entre les travailleurs

intellectuels et manuels, séparer en fait les uns des autres, propager un fétichisme du travail manuel et des organismes « des usines ». Si Lénine disait que séparer les ouvriers et les intellectuels signifie livrer les premiers au trade-unionisme et les seconds à la bourgeoisie, nous pouvons avec beaucoup plus de vérité et de force dire aujourd'hui que séparer ainsi les intellectuels et les manuels signifie livrer les premiers à la bureaucratie et les seconds à la révolte dépourvue de l'universalité, vouer les premiers à la prostitution, les seconds à la défaite héroïque.

Lénine commettait l'erreur d'assigner une limite objective — le trade-unionisme — à la prise de conscience autonome de la classe ouvrière. Il commettait également l'erreur — essentiellement dans la pratique — de concevoir la direction de la classe comme un corps organiquement séparé de celle-ci et cristallisé sur la base d'une conscience que la classe ne pouvait que recevoir du dehors. Nous nous dressons contre cette conception, car l'expérience historique montre qu'il n'y a pas de telle limite dans la prise de conscience de la classe exploitée et que le contenu essentiel de la révolution prolétarienne est l'abolition de la distinction entre dirigeants et exécutants. Mais nous refusons, ce faisant, de dresser une cloison entre les travailleurs manuels et les intellectuels.

Ceci repose avant tout sur une base économique. L'erreur de Lénine était d'autant plus grave, que de son temps l'intellectuel était essentiellement le littérateur au sens général du terme, le théoricien, l'écrivain « artisanal », travaillant isolément et sans lien avec la production sociale, intellectuelle et matérielle. Une transformation énorme s'est accomplie aussi dans ce domaine. En effet, d'une part, les méthodes de production intellectuelle deviennent de plus en plus collectives et industrialisées, d'autre part, cette production intellectuelle est de plus en plus directement liée à la production matérielle d'abord, à la vie sociale en général ensuite (non seulement dans le domaine de la technique et des sciences exactes, mais aussi des sciences économiques, pédagogiques, sociales en général, même l'activité intellectuelle « pure » étant de plus en plus socialisée).

16. Mais la tentative de séparer manuels et intellectuels et ses applications à notre groupe n'est pas simplement à rebrousse-poil de l'évolution économique; elle est aussi contraire à notre orientation programmatique fondamentale. La suppression de l'opposition entre direction et exécution revient pour l'essentiel à la suppression de l'opposition entre le travail manuel et intellectuel. Cette suppression ne peut se faire ni en ignorant le problème, ni en séparant encore plus radicalement ces deux secteurs de l'activité humaine et leurs représentants. La fusion du travail intellectuel et manuel et de leurs représentants tend à s'accomplir, d'une part, au sein de la production elle-même par le mouvement de l'économie, mais, d'autre part, elle doit constituer dès maintenant un objectif essentiel de l'avant-garde consciente, objectif que celle-ci doit commencer à réaliser en son sein par la fusion des deux catégories et l'universalisation des tâches.

Il faut, par conséquent, écarter résolument comme archaïque et rétrograde, toute conception générale dressant une séparation objective entre manuels et intellectuels, et toute application de cette conception à notre groupe qui voudrait tirer de notre composition sociale des arguments sur notre activité, notre caractère historique ou politique. Il faut comprendre qu'une des fonctions les plus essentielles du parti consiste en ce qu'il est le seul organisme pré-révolutionnaire dans lequel la fusion des manuels et des intellectuels soit historiquement possible.

17. Les termes « d'action autonome » et « d'organisme autonome » de la classe, souvent utilisés dans notre vocabulaire, doivent être clarifiés sous peine de devenir une source d'erreurs et même un instrument d'auto-mystification. Le simple fait que des ouvriers plus ou moins spontanément et pour répondre à des problèmes que pose la lutte des classes, se constituent en organismes ou entreprennent des actions déterminées, aussi énorme que soit son importance, ne suffit pas pour définir ces organismes ou ces actions comme « autonomes » au sens complet de ce terme. Pour s'en persuader, il suffit de prendre le cas le plus important qui se présente avec

l'apparition, à une large échelle, d'organismes de double pouvoir (Soviets, Comités d'Usines, Milices, etc...). Non seulement l'expérience du passé, mais l'analyse de tout avenir possible montrent qu'au moment de leur constitution et pendant toute une période ces organismes sont directement ou indirectement dominés ou décisivement influencés par des organisations politiques historiquement hostiles au pouvoir prolétarien. Si au sein de ces organismes ne se manifeste l'action constante de fractions — à la longue d'une fraction — fatalement au début minoritaires, luttant par tous les moyens politiques révolutionnaires pour amener ces organismes à adopter l'idéologie et le programme qui, dans les circonstances données, expriment les intérêts historiques de la classe, il est d'avance certain que ces organismes des masses seront conduits soit à l'échec total, soit à la dégénérescence bureaucratique.

Par conséquent, la question de l'autonomie des organismes et de l'action de la classe est identique à la question du contenu idéologique et politique, de la base programmatique de ces organismes et de cette action. Si un degré relatif d'autonomie s'exprime dans toute forme d'organisation prolétarienne, si les Comités de lutte, en traduisant la prise de conscience antibureaucratique, représentent un degré plus développé de cette autonomie, si les Soviets englobent dans une conscience qui tend à devenir complète la grande majorité de la classe, il ne faut cependant jamais oublier que seuls sont autonomes, au sens véritable et plein de ce terme, les organismes et les actions qui expriment concrètement et parfaitement les intérêts historiques de la classe, à partir d'un mode d'organisation prolétarien. Seuls de tels organismes peuvent être valablement la direction incontestée de la classe.

18. Ce n'est qu'à partir de cette notion de l'autonomie que l'on peut aborder le problème créé par la pluralité des conceptions politiques qui s'affrontent au sein de la classe. Le fait qu'il n'y a chaque fois qu'un seul programme, une seule politique qui exprime les intérêts historiques du prolétariat n'empêche pas que dans la réalité plusieurs conceptions contradictoires s'opposent les unes aux autres et qu'il n'y a pas de critère formel a priori, de signe matériel distinctif qui permette de reconnaître l'organisation qui défend l'orientation révolutionnaire.

Le dilemme qui se pose entre, d'une part, le fait qu'il n'y a pas d'organisme et d'action autonomes, il n'y a de victoire de la révolution que sur la base d'un seul programme, exprimant les intérêts historiques de la classe, et, d'autre part, le fait que le porteur concret de ce programme n'est jamais connu d'avance (tout au moins n'est jamais reconnu immédiatement par la majorité de la classe) et que plusieurs organisations se prétendent l'expression de ces intérêts — ce dilemme fondamental de toute politique révolutionnaire ne peut pas être résolu à partir d'une construction a priori. La solution, la synthèse concrète de ces deux termes, ne peut que s'élaborer à partir de l'expérience et se modifier à la lumière de celle-ci.

19. Deux courants se présentent aujourd'hui devant l'histoire avec la prétention d'apporter une solution a priori à ce problème: le bureaucratisme et l'anarchisme. La solution de la bureaucratie stalinienne ou de la microbureaucratie trotskyste est que le représentant historique de la vérité et des intérêts du prolétariat est connu et désigné d'avance: ce sont leurs organisations respectives. Il n'y a pas de problème de synthèse entre le programme unique de la révolution, la vérité unique et la multitude d'opinions différentes au sein du prolétariat, puisque leur parti est lui-même cette vérité incarnée.

Pour la conception anarchiste la plus conséquente, par contre, il y a peut-être une vérité, mais on ne sait jamais où elle est. Plusieurs conceptions opposées et contradictoires se placent donc sur le même terrain, ont pratiquement la même valeur. Ici non plus il n'y a pas de problème: l'histoire et la spontanéité des masses décideront. Cette attitude est non seulement la symétrie — nullement décorative — de la première, elle en est encore la complice pratique indispensable. Elle signifie pratiquement livrer les organismes de masse à la bureaucratie, ou tout au moins, sous prétexte de se

fier aux masses, ne rien faire contre celle-ci. En définitive, la démission politique et le « sacrifice de la conscience » ont exactement la même valeur, qu'ils aient lieu devant un C.C. ou devant la « spontanéité des masses ».

20. Notre attitude sur cette question fondamentale peut être résumée de la manière suivante :

a) Nous repoussons catégoriquement le confusionnisme et l'éclectisme qui sont de mode actuellement dans les milieux anarchisants. Pour nous, il n'y a chaque fois qu'un seul programme, une seule idéologie qui exprime les intérêts de la classe; nous ne reconnaissons comme autonomes que les organismes qui se placent sur ce programme, et seuls ceux-ci peuvent être reconnus comme la direction en droit de la classe. Nous considérons comme notre tâche fondamentale de lutter pour que ce programme et cette idéologie soient acceptés par la majorité de la classe. Nous sommes certains que si cela ne se produit pas, tout organisme, aussi « autonome » soit-il formellement, deviendra inéluctablement un instrument de la contre-révolution.

b) Mais ceci ne règle pas le problème des rapports entre l'organisation qui représente le programme et l'idéologie de la révolution et les autres organisations se réclamant de la classe ouvrière, ni le problème des rapports entre cette organisation et les organismes soviétiques de la classe. La lutte pour la prépondérance du programme révolutionnaire au sein des organismes de masse ne peut se faire que par des moyens qui découlent directement du but à atteindre, qui est l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière; ces moyens par conséquent sont dirigés essentiellement vers le développement de la conscience et des capacités de la classe, à chaque moment et à l'occasion de chaque acte concret que le parti entreprend devant celle-ci. De là découle non seulement la démocratie prolétarienne, comme moyen indispensable pour la construction du socialisme, mais aussi le fait que le parti ne peut jamais exercer le pouvoir en tant que tel, et que le pouvoir est toujours exercé par les organismes soviétiques des masses.

c) Compte tenu de ces facteurs, il nous est complètement superflu — il serait même ridicule pour nous de vouloir nous délimiter spécifiquement de la bureaucratie. Autant vouloir se délimiter de Truman ou de Mussolini. Le contenu entier de notre programme n'est autre chose que la lutte sur tous les plans contre la bureaucratie et ses manifestations. Il est évident que ce contenu, non seulement ne peut pas être séparé des méthodes par lesquelles il se fera valoir, mais il est identique à celles-ci. Penser que l'on peut lutter contre la bureaucratie par des moyens bureaucratiques est une absurdité qui révèle que l'on a compris peu de choses aussi bien à la bureaucratie qu'à la lutte contre celle-ci. La lutte et la victoire contre la bureaucratie ne seront possibles que si la grande majorité du prolétariat se mobilise elle-même, sur la base d'un programme antibureaucratique jusqu'à ses plus infimes détails. L'universalité de notre époque — et de notre programme, dont c'est là l'aspect le plus profond — c'est qu'objectifs de la révolution et modes d'organisation prolétariens sont devenus non pas « profondément liés » mais **identiques**. Notre « programme économique » par exemple, se réduit en fait à une forme d'organisation: la gestion ouvrière. Nous n'avons pas besoin d'un programme spécifique contre la bureaucratie, car tout notre programme n'est que cela.

Ce qui est paradoxal dans cette affaire c'est que certaines conceptions, sous prétexte de rechercher des garanties illusoirement contre la bureaucratie, ont comme résultat objectif de freiner la seule lutte contre celle-ci, qui est l'effort maximum, le plus systématisé et le plus coordonné pour la propagation de nos conceptions au sein de la classe, l'éducation de militants ouvriers, la réalisation de la fusion des manuels et des intellectuels au sein d'un parti révolutionnaire.

21. La définition que nous donnons de notre groupe comme le noyau de l'organisation révolutionnaire repose sur l'estimation que nous faisons de notre plate-forme idéologique. Nous considérons que celle-ci :

a) Représente la synthèse de ce que le mouvement ouvrier a produit jusqu'ici de valable.

b) Est la base à partir de laquelle seule pourra se faire adéquatement la synthèse et l'intégration de ce que produira dorénavant l'expérience prolétarienne ou celle d'autres groupes politiques.

c) Doit par conséquent devenir l'idéologie prépondérante au sein du prolétariat, si la révolution doit vaincre.

d) Acquerra cette prépondérance non pas miraculeusement, ni par le simple fait de la « spontanéité des masses », mais par un long et double processus, d'une part, l'élévation de la classe sous la pression des conditions objectives à l'essentiel de cette idéologie, d'autre part, notre propre travail permanent de propagation dans la classe et de démonstration de cette plate-forme et d'éducation révolutionnaire de l'élite prolétarienne.

De cette caractérisation de notre plate-forme découle immédiatement comme notre tâche centrale, la tâche de la construction du parti révolutionnaire.

RESOLUTION STATUTAIRE

1. Peuvent devenir membre du groupe les camarades qui :
 - a) Acceptent ses positions programmatiques formulées dans le texte « Socialisme ou Barbarie »;
 - b) Paient régulièrement leurs cotisations;
 - c) Travaillent politiquement sous le contrôle et la discipline collective du groupe, en consacrant à ce travail le meilleur de leurs forces et en orientant leur vie en fonction de leur activité politique.
2. Un camarade est admis comme membre du groupe par cooptation et après avoir suivi les cours d'éducation du groupe. Cette dernière condition peut souffrir des exceptions dans des cas spécifiques, après décision du groupe.
3. Les camarades du groupe déterminent en réunion plénière, par la discussion et le vote, l'orientation politique et pratique de son activité.
4. Les membres du groupe sont tenus à exécuter les tâches que celui-ci leur confie. Le groupe ne confie des tâches à ses membres que lorsque les conditions matérielles de leur réalisation sont données. La non-exécution des tâches et des obligations de la part d'un membre est justiciable de sanctions allant de l'avertissement jusqu'à l'exclusion. Le retard injustifié de deux mois dans le paiement des cotisations, ou l'absence injustifiée à deux réunions consécutives ou à trois réunions en trois mois posent, en principe, la question de l'exclusion du camarade défaillant.
5. Le travail du groupe sur tous les plans est coordonné et dirigé par le Comité Responsable élu par le groupe, qui tranche toutes les questions qui se présentent entre deux réunions plénières. Tous les camarades du groupe ont le droit de participer aux réunions du C.R. et de s'y exprimer, mais seuls les membres du C.R. y votent. Chaque camarade du groupe est tenu d'assister, une fois tous les deux mois, à une réunion du C.R.
6. Les réunions plénières du groupe décident de l'orientation générale de chaque numéro de la Revue, mais le C.R. a la responsabilité politique de la rédaction. Si des divergences apparaissent au sujet du contenu des articles de la Revue, le C.R. décide majoritairement. Néanmoins, si deux membres du C.R. le demandent, la décision peut être confiée à la réunion plénière du groupe. Il est entendu dans ce dernier cas que toutes les mesures doivent être prises pour que la parution de la Revue puisse être assurée dans les délais normaux.
7. Les camarades ayant des positions divergentes peuvent les exprimer en tant que telles à travers la Revue, sauf si la totalité du C.R. s'y oppose. Cette opposition ne peut se prévaloir de motifs politiques mais seulement